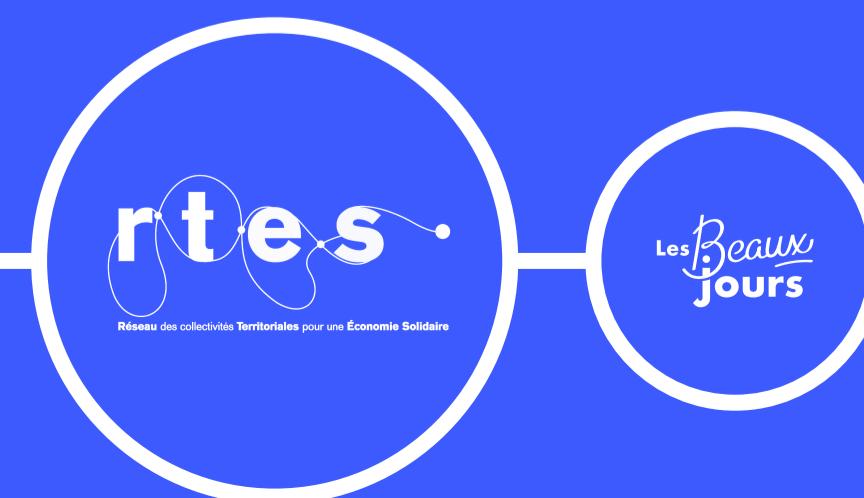


Mutation #1



**Renouvellement de la démocratie,
nouvelles formes d'engagements
et transformation de l'action collective**



Les constats "macro"

Extraits de l'étude de Laurent Fraisse, Marie-Catherine Henry et Jean-Louis Laville



Malaise dans la représentation :

Abstention croissante aux élections, incertitude et volatilité des votes, signes de défiance vis-à-vis des élu.e.s ...

Crise des partis comme lieux de structuration des débats, de formation des élu.e.s et de conquête du pouvoir ?

Désaffection qui ne veut pas pour autant dire une dépolitisation et un désintérêt pour la chose publique.

Un présidentialisme qui peut court-circuiter les collectivités locales.



Face aux nouvelles formes d'actions collectives :

De Nuit debout aux « gilets jaunes », de nouvelles formes d'action collective à l'heure des réseaux sociaux. Méfiance vis-à-vis de toutes formes d'intermédiation et de représentation furent-elles associatives.

La transition écologique citoyenne : un nouvel « activisme environnemental du faire » qui se distingue des mouvements sociaux classiques comme d'une action publique institutionnalisée.



Défendre les corps intermédiaires à l'heure de la montée des populismes ?

Remise en cause de la légitimité des corps intermédiaires et des contre-pouvoirs au nom de la souveraineté populaire.

Des associations contestées comme défendant des intérêts partisans et des minorités actives.

Être vigilants face aux restrictions de l'autonomie des associations et des entraves à leurs activités dans certaines collectivités locales.

Quels sont les signaux faibles de la mutation pour les habitants ?



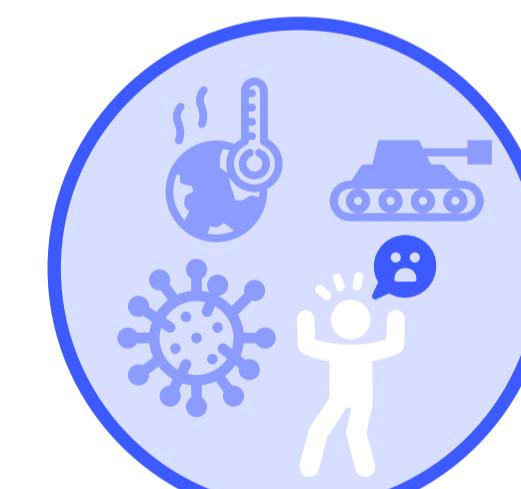
Défiance vis-à-vis du politique

Beaucoup de citoyen.ne.s manifestent une réelle méfiance – pour ne pas dire défiance - à l'égard du politique et des institutions publiques. Cela se traduit notamment par une chute continue de la participation aux élections et un désinvestissement civique.



Individualisation de la société

Le rapport à « l'autre », à ce qui fait société, est malmené : peur de l'étranger, repli sur soi, individualisation, influencés notamment par certains usages du numérique (immédiateté, consommation "déresponsabilisée", hystérisation des débats).



Crainte de l'avenir

La crise sanitaire liée au covid-19, les conflits armés aux portes de l'Europe, le dérèglement climatique ont pour conséquence d'entamer la confiance en l'avenir.



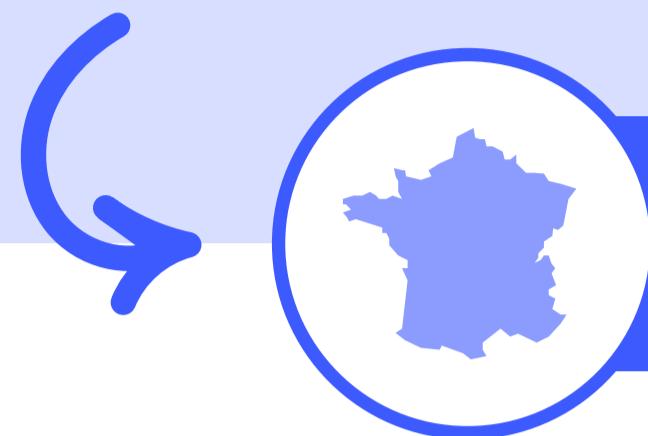
Nouvelles formes d'activisme

Les jeunes s'engagent différemment : ils mobilisent les réseaux sociaux, organisent des actions symboliques à forte visibilité et s'inscrivent dans des "communautés" d'intérêt. Les citoyen.ne.s s'engagent dans des actions locales dont les résultats concrets peuvent se manifester rapidement. De nouvelles formes de "micro" solidarités se mettent également en place.

D'AUJOURD'HUI À 2040...

Les mesures mises en œuvre !

Imaginées par les participants
du Séminaire prospectif
du 16 février 2022



Au niveau national

✓ L'éducation nationale est un acteur clé dans la promotion de l'engagement citoyen

La forme que cela pourrait prendre :

Dès l'école maternelle, les élèves découvrent les associations de leur territoire par le jeu et la rencontre. Le stage de troisième dure 15 jours et doit se tenir dans une structure d'intérêt général. Le lycée dure à présent 4 ans : un an de césure est dédié à l'implication de chaque élève dans un projet citoyen.

✓ Le service civique est devenu obligatoire

La forme que cela pourrait prendre :

Le service civique doit se tenir au moins deux fois dans la vie d'une personne. Il permet à chaque individu de s'inscrire dans un projet citoyen grâce à un congé payé d'intérêt général.

✓ Les règles démocratiques de la République ont changé

La forme que cela pourrait prendre :

Des consultations nationales sont proposées régulièrement au citoyen. Les pouvoirs de décisions entre l'exécutif, le législatif et le citoyen sont équilibrés.



Au niveau des collectivités

- ✓ **Création de dispositifs d'accompagnement et de financement d'initiatives citoyennes sur un temps long.**
- ✓ **Place clé et transversale de l'ESS au sein de la collectivité : portée par le premier vice-président, croisée avec d'autres politiques publiques phares en fonction des compétences de la collectivité (Mobilité + ESS • Autonomie + ESS • Alimentation + ESS, etc.).**

- ✓ **Soutien aux têtes de réseau locales et dialogue permanent avec ces structures.**

- ✓ **Encouragement à l'expérimentation et à la transgression, reconnaissance du droit à l'erreur pour permettre la constante émergence et le développement d'innovations sociales afin d'accompagner les mutations territoriales.**

- ✓ **Les corps intermédiaires locaux, les habitants « leaders » sont associés à la vie publique locale pour faire le relais auprès des autres habitants.**

- ✓ **Création de programmes basés sur l'empathie pour comprendre les réalités et contraintes des différents acteurs : "vis ma vie d'agent", "vis ma vie d'acteurs de l'ESS", bureaux partagés entre agents publics et acteurs associatifs.**

- ✓ **Mise en œuvre de référendums locaux d'initiative citoyenne : s'ils sont suffisamment nombreux à rallier une cause, les habitant.e.s d'un territoire peuvent solliciter la tenue d'un référendum en vue de soutenir ou d'invalider un projet local.**

2040

UN FUTUR SOUHAITABLE !

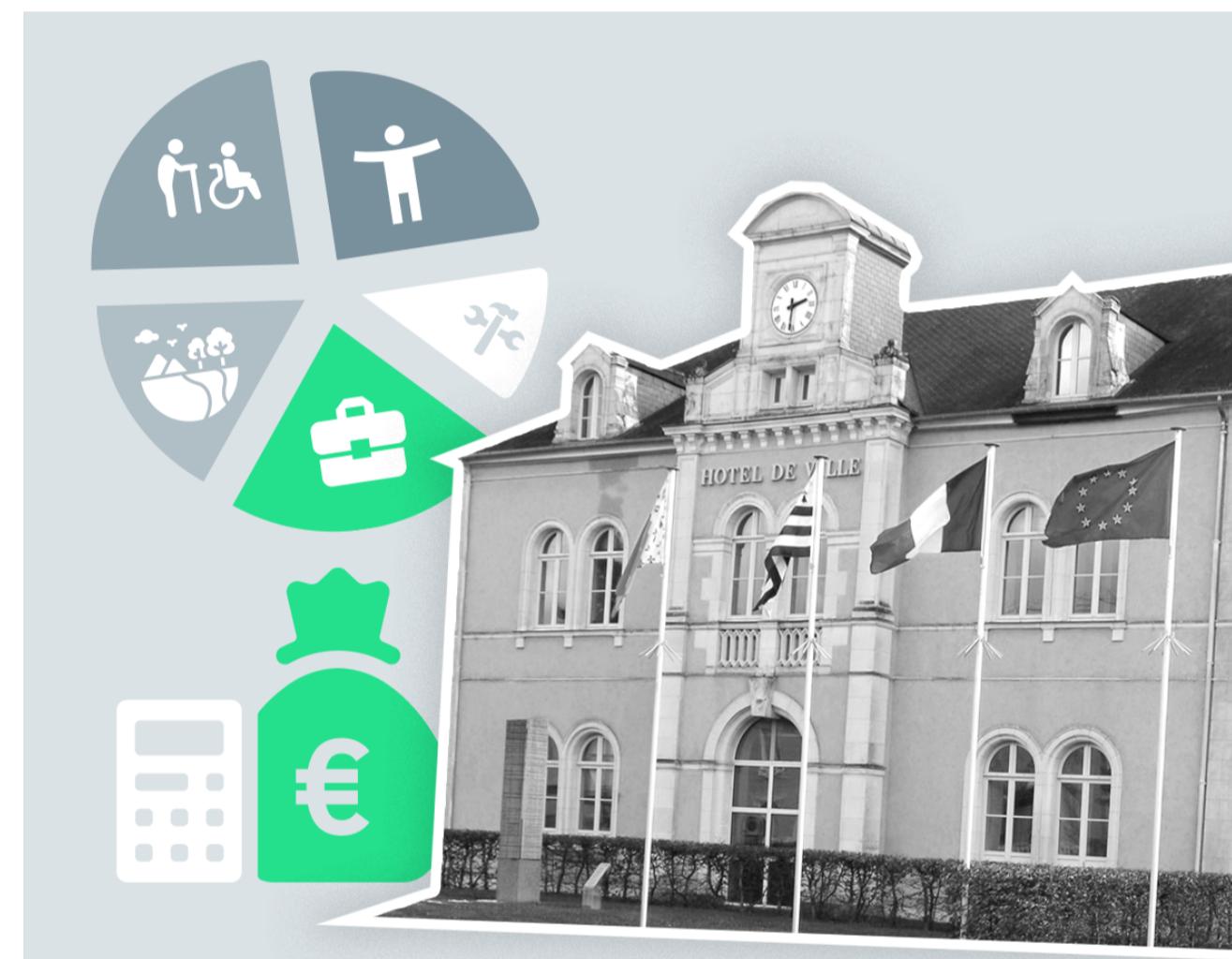
La participation aux scrutins est dynamisée



Le taux de participation aux élections locales frise les 100%. Des rendez-vous intermédiaires avec les électeur.rice.s sont fixés.

Par exemple, les citoyen.ne.s peuvent se prononcer annuellement sur l'utilisation du budget de la collectivité, en déterminant les projets prioritaires à financer.

L'action publique est vraiment transparente



Des audits externes sur le fonctionnement des collectivités et la manière dont elles attribuent leurs financements sont menés.

Une cotation du degré de transparence des collectivités – inspirée de celle des agences de notation – est publiée chaque année.

Le rôle de l'élu.e a évolué



Les élu.e.s ne sont plus des capitaines de navire qui tranchent et décident seul.e.s. Ils et elles animent les dynamiques locales, facilitent la mise en œuvre des projets d'intérêt général, voire les co-portent avec des acteur.rice.s de l'économie sociale et solidaire.

Ils et elles sont des catalyseurs et veillent avant tout au respect de l'intérêt général co-construit avec le citoyen.

Les principes de l'ESS inspirent



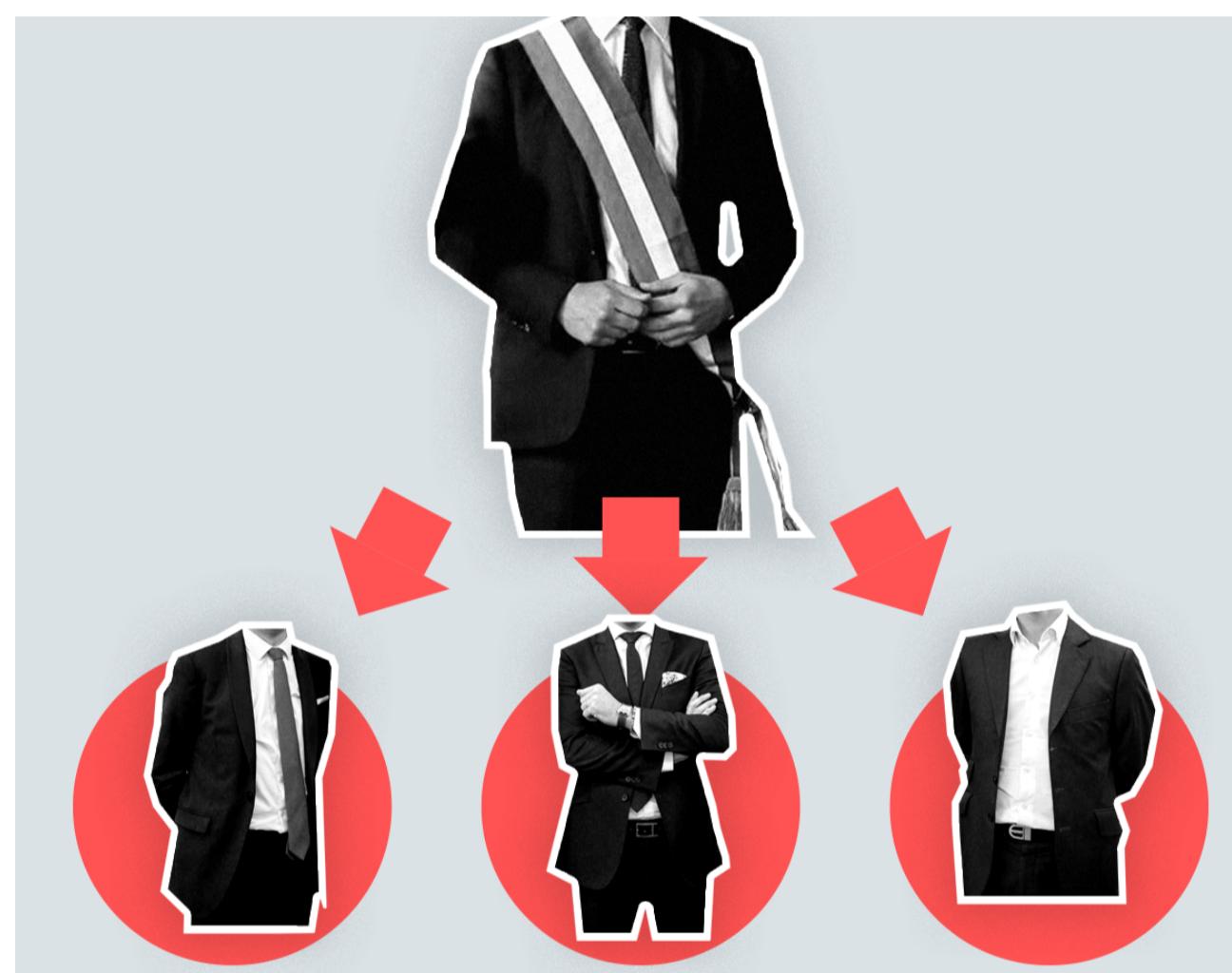
Des entreprises d'intérêt collectif, répondant aux besoins locaux sont gérées et administrées par les habitants eux-mêmes.

Plus largement, l'ESS a considérablement irrigué la vie économique locale : le pouvoir économique est détenu par les salarié.e.s, la gouvernance des entreprises est démocratique et les profits réalisés sont réinvestis dans les projets locaux.

2040

ÇA AURAIT PU AUSSI SE PASSER...

Le désengagement démocratique est total



Faute de candidat.e.s, les élus – qui sont tous des hommes - sont obligés de nominer tous les présidents d'associations et tous les corps intermédiaires (qui eux aussi sont des hommes).

Le taux de participation aux élections locales s'élève à 10% en moyenne.

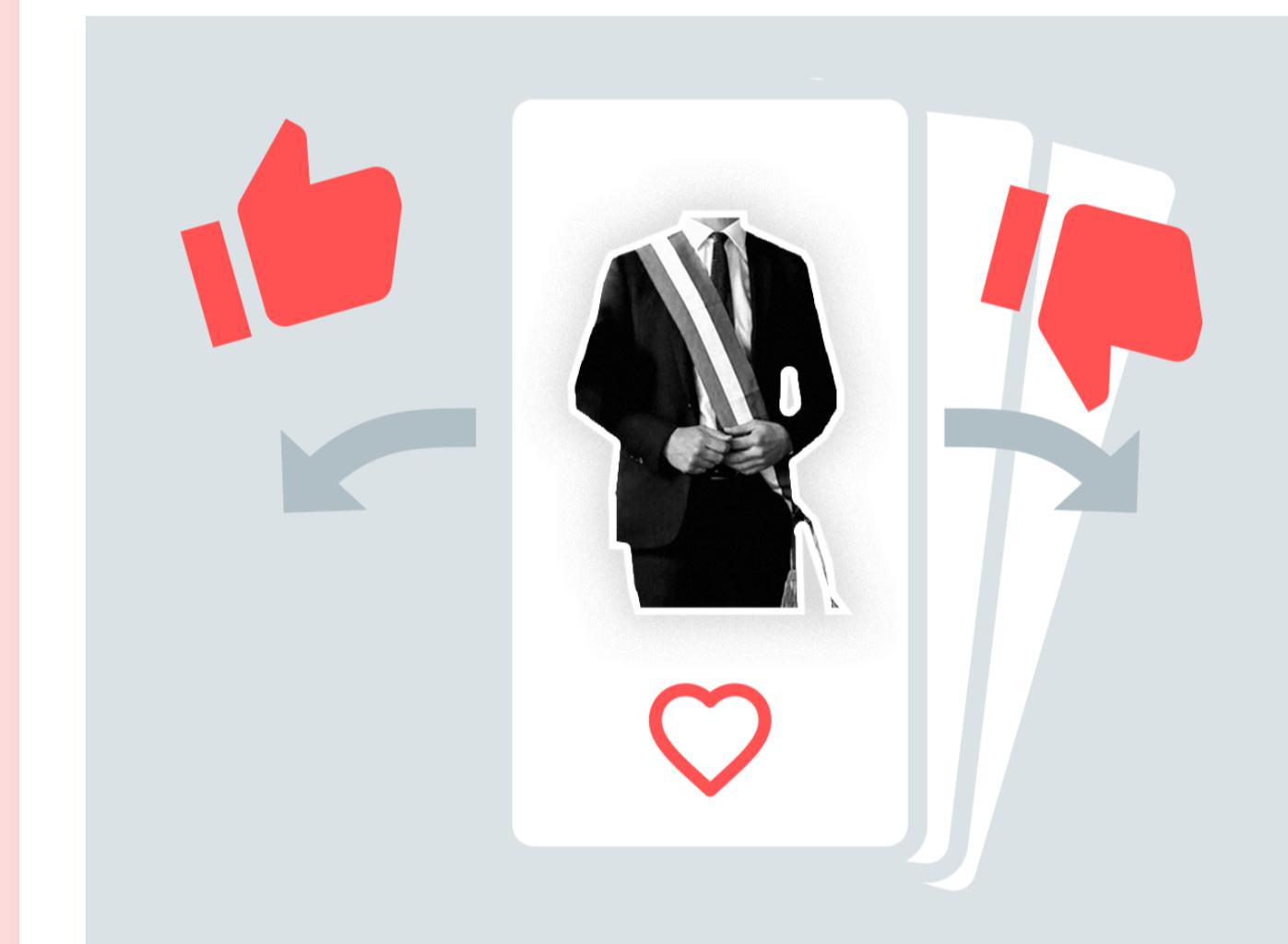
La population est plus que jamais fragmentée



Chacun vit dans sa bulle avec des gens qui lui ressemblent. La mixité sociale n'est plus qu'un lointain souvenir. Les extrêmes sont montés en flèche aux élections avec les conséquences que l'on connaît pour les minorités (rejet, stigmatisation, etc.).

Des zones territoriales anti-capitalisme d'autogestion fleurissent un peu partout en guise de résistance.

L'uberisation de la démocratie est généralisée



Les intérêts privés ont pris le dessus. On choisit ses représentants comme on utilise Tinder : par affinité et en fonction des promesses qui parlent aux seuls individus que nous sommes. On soutient des projets ou des mesures démocratiques uniquement avec des « pouces en l'air » ou des « likes ».